

## **Moratoire sur le déploiement de la 5G : une question de bon sens**

Le 21 septembre dernier, le groupe écologiste du 15<sup>ème</sup> a déposé et a fait adopter par le Conseil d'arrondissement du 15<sup>ème</sup> un vœu demandant un moratoire sur le déploiement de la 5G.

En effet, après avoir récolté près de 3 milliards d'euros début octobre lors de la procédure d'enchères réunissant les 4 principaux opérateurs télécoms, le gouvernement souhaite aujourd'hui accélérer le passage à la 5G. Les écologistes s'y opposent fermement et maintiennent qu'un moratoire est primordial dans l'attente du résultat des études sanitaires et environnementales.

### **Le passage en force du gouvernement**

L'attribution des licences 5G n'a donné lieu à aucun débat démocratique que ce soit lors des élections présidentielles ou législatives, ni même au Parlement, alors que la 5G pose un grave problème écologique et de société. Et pourtant, la mesure du moratoire sur le déploiement de la 5G figurait parmi les 146 propositions de la Convention citoyenne pour le climat que le Président de la République avait promis de retenir. Une promesse de plus qui ne sera pas tenue et un véritable passage en force antidémocratique.

### **Des risques environnementaux déjà démontrés**

Les associations et les citoyens ont bien raison de tirer la sonnette d'alarme face au déploiement précipité de cette technologie. Plusieurs études démontrent en effet que le déploiement de la 5G va augmenter massivement les émissions de gaz à effet de serre ainsi que la consommation énergétique. Par ailleurs, la consommation de ressources et de terres rares risque d'exploser : fabrication et usage des équipements 5G, nouveaux terminaux téléphoniques, objets connectés et serveurs, nouveaux usages induits par la démultiplication du trafic (le fameux « effet rebond »)... Enfin, la 5G va mécaniquement entraîner l'obsolescence programmée de la fibre et des appareils fonctionnant avec la 4G – alors même que ces services sont loin d'être déployés sur l'ensemble du territoire national – entraînant un gaspillage immense de ressources.

### **Pour un débat démocratique éclairé**

Il apparaît donc critique qu'un débat public national puisse avoir lieu sur la base d'études indépendantes et couvrant tout le spectre des risques induits par le déploiement de la 5G : santé, protection de l'environnement, protection des données personnelles... Se précipiter sur cette technologie sans attendre le résultat de ces études est contraire à l'intérêt général.

**Il relève par conséquent du bon sens aujourd'hui de mettre en place le moratoire sur le déploiement de la 5G pour permettre un vrai débat sur cette technologie en France. Alors que la crise écologique s'aggrave, foncer tête baissée sur la 5G n'est pas une option que la France peut se permettre.**

**Aminata Niakaté**

Conseillère de Paris

Présidente du Groupe écologiste au Conseil du 15<sup>ème</sup>